

LE KIVU RESTERA CONGOLAIS OU LE CONGO NE SERA PLUS

Le rapport du mois de mars 1998 publié par l'équipe de chercheurs de l'Université de Gand (Belgique) conduite par le professeur Jef Maton ne permet plus de douter de l'imminence du démembrement de la République Démocratique du Congo. Le scénario prévoit, entre autres conséquences, l'occupation, sinon le rattachement pur et simple du Kivu au Rwanda.

En effet, dans ce rapport on peut lire ce qui suit :

*“ En tout état de cause, il y a des courants autonomistes dans tous les grands pôles de développement. Ces courants existent du côté des réseaux politiques locaux, mais ils offrent un certain attrait pour les sociétés qui veulent investir dans les pôles de développement concernés. En effet, ceux-ci se trouveraient en face d'interlocuteurs clairement visibles et cela pourrait faciliter à leurs yeux les discussions sur le maintien de l'ordre et de la sécurité. Si ces forces centrifugeuses (sic) gagnaient du poids, **le Congo pourrait approcher le moment de l'éclatement final**. C'est un Scénario dont tout le monde tient compte dans ses arrière-pensées”*

Et ce rapport de poursuivre :

*“ Si le Congo se démembre, le Katanga aura sa propre armée et **l'ordre au Kivu sera restauré par l'armée rwandaise**. Nul ne sait ce que fera le Kasai. Mais de toute façon, les sociétés minières de ces trois régions pourront négocier à ce moment avec les entités indépendantes”.*

Le scénario envisagé par l'équipe du Professeur Maton est une mise en garde très sérieuse et similaire à celle que la même équipe avait formulé dans un rapport intitulé “ Zaïre 1996 : Analyse des chiffres mensuels et trimestriels. La politique macro-économique au premier semestre 1996”, et où il était écrit à propos de l'état d'esprit dans les Forces armées Zaïroises de l'époque:

*“ A présent, le démantèlement de l'armée est chose faite. Il n'y a plus que deux corps d'armée opérationnels. (...) Si l'armée rwandaise le veut et si ses généraux impatients ne veulent plus écouter les diplomates, **cette armée rwandaise peut occuper les hauts plateaux du Kivu et repousser les réfugiés Hutus dans la forêt de l'Ituri**”*

La suite des événements en 1996 avait donné raison au professeur Maton, et nous avons donc toutes les raisons de croire que le scénario prédit risque de se réaliser à brève échéance. Les prétextes ne manquent d'ailleurs pas.

Remarquons que la prédiction faite par M. Maton dès le premier semestre de 1996 contenait bien deux volets distincts : l'occupation des hauts plateaux du Kivu par le Rwanda, d'une part et la répulsion des réfugiés Hutus dans la forêt de l'Ituri, d'autre part.

Le deuxième volet a été réalisé avec l'approbation, sinon la complicité de la communauté internationale, au-delà même des espérances du pouvoir de Kigali, bien que la sécurité aux frontières et au centre du Rwanda ne soit pas encore assurée.

Quant à la réalisation de l'occupation des Hauts plateaux du Kivu, elle a été simplement différée, mais pourrait être rapidement réactualisée à la suite de ce que l'équipe du professeur Maton qualifie de "désenchantement et échecs possibles".

Cependant, si, comme l'affirment les chercheurs de Gand, des courants autonomistes ou plutôt sécessionnistes se développent dans tous les grands pôles de développement et même aux côtés des réseaux politiques locaux, ceux-ci restent des courants minoritaires et non autochtones pour la plupart. Ils ne pourront s'extérioriser que sous l'instigation et le soutien, soit des sociétés minières, soit des Etats qui rêvent de l'implosion du Congo, soit encore des institutions internationales de plus en plus manipulées par des lobbies maffieux.

En outre, on ne comprend toujours pas pourquoi et dans l'intérêt de qui l'ordre au Kivu devrait être restauré par l'armée rwandaise. Depuis quand le Kivu est-elle une région rwandaise ? L'armée de ce pays se montre incapable d'assurer l'ordre à l'intérieur du Rwanda (qui est le théâtre de ce qu'on appelle "une sale guerre" que se livrent des "rebelles" Hutus et l'armée Patriotique Rwandaise) et cependant elle pourrait assurer "l'ordre" dans un pays étranger et souverain ? On ne comprend pas non plus pourquoi l'équipe du professeur gantois fait abstraction de toutes les autres provinces comme le Bas Zaïre, le Haut Zaïre, l'Equateur et le Bandundu qui seraient, elles aussi, concernées par le démembrement imminent de la République Démocratique du Congo.

Il n'empêche, le président Kabila lui-même, bien conscient de ces enjeux, a fait une allusion à peine voilée au projet d'occupation du Kivu, lors de son adresse radiodiffusée faite à Bukavu le 25 janvier en présence des autorités coutumières et militaires.

Dans cette allocution le président Kabila déclarait notamment:

" Donc, cette région (Kivu), sera fertile à toutes les aventures politiques, interethniques, et même des tentatives d'occuper le pays. Ceci pourrait arriver ici. En fait, finalement, c'est un coin que nous aimerions bien surveiller qui serait perméable à la déstabilisation "

Mais, contrairement à ce que le président Kabila a laissé entendre en s'en prenant tour à tour au Vatican, à "Caritas", aux combattants "Mi-Mai", et à l'association "SIMA-KIVU", les menaces d'occupation et de déstabilisation proviennent aussi bien des rangs de "son" AFDL que des puissances et lobbies qui ont soutenu "sa" guerre mais dont les espoirs se trouvent aujourd'hui déçus. En effet, certains de ces lobbies et Etats reprochent déjà à Kabila une certaine ingratitude à leur égard. D'autres, à travers les médias occidentaux (le journal belge "Le Soir", en particulier) suggèrent déjà que Kabila soit "sacrifié" au profit de dirigeants rwandais plus fiables à leurs yeux et plus aptes à imposer "l'ordre" nécessaire à la reprise des activités minières.

Par ailleurs, on constate depuis quelques semaines que le problème des Tutsis installés dans le Sud Kivu sous l'administration belge refait surface. Le ministre belge des Affaires Etrangères qui s'est longuement entretenu au mois de mars dernier avec des personnalités comme le Haut Commissaire des Nations Unies aux Réfugiés (Mme Sadako Ogata), l'envoyé spécial américain dans la région des Grands Lacs (M. Moose), M. Shanoun et bien d'autres, dit avoir retenu de ces entretiens *"une certaine détresse des organisations onusiennes concernant le Sud Kivu du fait de l'inaction du président congolais Kabila en ce qui concerne l'identité nationale des Banyamulenge"*. (Le Soir, du 20 mars 1998)

La problématique de la nationalité des ressortissants rwandais au Congo, Tutsis comme Hutus étant très complexe, on peut légitimement s'étonner que les organisations onusiennes cherchent à l'évacuer au moyen d'un simple décret présidentiel arraché par la menace des armes ou sur injonction des institutions internationales à M. Kabila.

Or, la question de l'octroi de la nationalité est devenue moins préoccupante que la cohabitation pacifique entre les ethnies originaires du Rwanda et les populations autochtones du Kivu. L'identification de ceux des ressortissants rwandais Hutus comme Tutsis qui auraient droit à la nationalité, les conflits fonciers entre le pouvoir coutumier et les ressortissants rwandais du Nord et du Sud Kivu compliquent singulièrement la problématique. Aujourd'hui, c'est l'état d'esprit des populations tant autochtones qu'immigrés qui détermine le succès ou l'échec de toute tentative de cohabitation. Un état d'esprit marqué par le traumatisme que provoque l'inimaginable capacité de violence dont des Hutus et des Tutsis du Rwanda comme du Burundi ont fait preuve dans la région des Grands Lacs.

Dans ce contexte, nous avons la conviction que la question de la nationalité des "banyamulenge" qui semble préoccuper les organisations des Nations Unies cache une volonté de réutiliser ceux-ci dans le but d'exécuter le contenu des "agendas cachés". Maintenant tout le monde sait que dans ces "agendas" figurent en bonne place l'implosion du Congo et son démembrement en entités suffisamment affaiblies. Il est question que celles-ci soient placées sous le contrôle direct des lobbies miniers ou sous le contrôle indirect des Etats frontaliers dirigés par des pouvoirs majoritairement Tutsis (ethnie des "banyamulenge")

Il faut savoir que ce projet de démembrement du Congo et de rattachement du Kivu au Rwanda n'est pas une nouveauté. Au contraire, c'est une idée qui a déjà été envisagée et rien n'indique qu'elle ait été abandonnée. On se rappellera, entre autres, les analyses faites par le Pentagone dès août 1996 dans un document "confidentiel", émanant de sources diplomatiques très fiables, et qui révélait ce qui suit :

" Le Zaïre reste au centre des préoccupations du Pentagone. Non pas pour l'apport positif qu'il peut apporter à la région mais pour contrôler toute dérive négative qui pourrait mettre en danger les intérêts américains et le développement des pays clés qui font partie du nouveau système américain dans la région. L'Ouganda, le Burundi et le Rwanda sont essentiels comme partie intégrante du cordon sanitaire dressé contre l'intégrisme islamique. Le Rwanda, quant à lui, constitue une des pièces essentielles dans la politique américaine dans l'ensemble de la région, disposant d'infrastructures routières en bon état et d'un aéroport international, dont la piste permet l'atterrissage de gros-porteurs, il peut constituer une des meilleures bases d'opérations vers l'intérieur de l'Afrique et vers l'Océan indien.

Il faut noter que c'est la première fois que les Américains nomment un attaché militaire permanent à Kigali. Monsieur Richard ORTH, ancien n° 2 de la D.I.A. (Defense Intelligence Agency).

L'importance, surtout de l'Angola et puis du Congo, provient des énormes investissements pétroliers et autres consentis par des entreprises américaines. Dès lors, la stabilité de ces deux pays est essentielle, peu importe qui les dirige pour peu qu'ils soient pro-américains et compétents (DOS SANTOS est devenu pro-américain et semble être plus compétent en temps de paix que SAVIMBI).

La politique du Pentagone consiste donc à assurer la stabilité de ses alliés “privilégiés”. Le Pentagone ne croit pas à la pérennité de l’Etat zaïrois dans sa forme actuelle. Pour aller plus loin, il ne croit même plus à l’existence d’un Etat zaïrois dans les trois années à venir. Selon les experts du Pentagone, aucun homme politique zaïrois ne pourra garantir l’unité du Zaïre et réussir le redressement économique du pays.

Par rapport à cette analyse, les experts du Pentagone prévoient trois scénarios :

1. scénario de la “dérive autarcique”.

La trop longue absence de gouvernement central dans les provinces va accentuer la dérive autarcique déjà en cours. Ce qui aura pour conséquence la mise en place d’une confédération zaïroise très souple au sein de laquelle les provinces auront plus de relations économiques et politiques avec les pays limitrophes qu’avec le pouvoir confédératif central.

Dans ce scénario, certaines provinces comme le Katanga et le Kasai feraient sécession sans bain de sang avec la complicité d’Etats comme l’Afrique du Sud ou encore de l’Angola (à ce propos, le Pentagone ne serait pas hostile à un rôle stabilisateur de l’Afrique du Sud pour les provinces riches du Zaïre, si elles venaient à faire sécession). Cette dérive autarcique et sécessionniste étant la conséquence attendue du délabrement de l’Etat Central entamé au début des années 80.

2. scénario de “l’implosion-disparition”.

La situation au Nord-est du Zaïre et avec le Rwanda et le Burundi s’aggrave. Le conflit hutu-tutsi déborde les frontières et on se voit confronté à une guerre régionale dans laquelle l’armée zaïroise mal équipée, mal entraînée et mal payée, ne peut défendre le territoire national. Les pertes de territoires sont réelles, que ce soit à la faveur des uns ou à la faveur des autres (mais les trois armées tutsies, rwandaises, burundaises ou ougandaises devraient, dans un tel conflit, avoir le dessus). Cette guerre régionale inciterait, dès lors, d’autres provinces à faire sécession. Mais il est clair que les barons du régime ne se laisseraient pas faire et que nous aurions alors une implosion totale du Zaïre avec des foyers de guerre apparaissant à travers tout le pays. Le Zaïre cesserait tout simplement d’exister.

3. scénario de “l’explosion-réduction”.

Certains dirigeants politiques zaïrois comprenant qu’ils n’ont aucune chance d’être au pouvoir, peuvent favoriser, avec la complicité de Chefs d’Etats étrangers, le retour d’anciennes forces rebelles au pays. Donc le Zaïre serait soumis à une attaque extérieure en règle sur une ou deux de ses provinces économiquement riches. Comme dans le scénario précédent, l’armée zaïroise serait incapable de réagir et serait mise devant le fait accompli. Une intervention étrangère pour rétablir la situation étant fort peu probable, les barons du régime n’ayant pas la capacité de réagir à une opération surprise et militairement bien organisée, seraient mis devant le fait accompli. De fait, deux provinces ou plus deviendraient indépendantes et le Zaïre changerait de configuration et perdrait son rôle central dans la région.

Bien entendu, il va de soi que chacun de ces trois scénarios peut évoluer de manière différente. Cependant, la conclusion du Pentagone est claire et nette : soit, le Zaïre deviendra un énorme Liberia composé de factions rivales s'affrontant dans un scénario apocalyptique, chacune d'entre elles étant soutenue et approvisionnée par les pays limitrophes ayant leurs propres intérêts. C'est donc l'implosion du Zaïre qui sera réduit à un état "sauvage". Soit, il explosera dans sa forme actuelle par une invasion extérieure, provoquant l'indépendance de deux ou trois de ses provinces. Finalement, dans le meilleur des cas, un faible pouvoir confédératif serait installé changeant ainsi la configuration politique, juridique et Economique du Zaïre actuel.

La conclusion finale du Pentagone est que le Zaïre perdra son rôle central en Afrique et, à la place, il y aura soit un grand no man's land ("vide pacifique") soit un grand vide violent qui aurait de graves conséquences pour l'ensemble des pays de la région. La politique du Pentagone consiste donc à accompagner cette dégénérescence de l'Etat zaïrois en mettant le plus de garde-fous pour que si vide il devait y avoir, ce serait un vide "pacifique". Le président MOBUTU est précisément un de ces garde-fous et c'est pour cette raison qu'ils le soutiennent. Mais ils soulignent encore une fois qu'il n'y a pas un seul homme politique zaïrois qui puisse encore sauver ce pays".

A côté des scénarios imaginés par le Pentagone en 1996, d'autres éléments montraient, bien avant la guerre dite de "libération", que l'idée du démembrement du Zaïre séduisait plus d'un (lobby ou Etats).

On se souviendra, par exemple, des tentatives rwandaises de remise en question des frontières héritées de la colonisation et du discours du président Hutu rwandais à Cyangugu en octobre 1996 et où il fut question d'un grand Rwanda empiétant sur le Nord Kivu et le Sud Kivu. L'opinion internationale écouta à l'époque avec une certaine attention les allégations rwandaises appuyées par l'exhibition d'une carte géographique revisitée, allégations relayées sans réserve par les médias occidentaux.

De même un des dissidents de l'UDPS ayant rejoint l'AFDL après la chute de Goma, révélait à SIMA-KIVU à Bruxelles les conditions imposées par Kigali pour venir en aide aux hommes de Kabila. Il était notamment question de trois conditions majeures :

- l'organisation d'un référendum sur l'attachement du Kivu au Rwanda,
- la dislocation des camps de réfugiés Hutus dans la forêt,
- le renoncement à toute tentative de remise en cause de la nationalité des "banyamulenge".

En pleine guerre, le département d'Etat américain organisait le 16 janvier 1997, une concertation entre spécialistes Américains, Européens et Africains sur l'avenir du Zaïre. Les questions soumises aux intervenants ne laissaient planer aucun doute quant à la vision que les Américains se faisaient du Zaïre. Les questions étaient formulées de la manière suivante :

- 1) a. *Que reste-t-il de l'Etat zaïrois ?*
b. *Dans quelle mesure subsiste-t-il une identité nationale ?*
- 2) *Quel rôle pourrait jouer le Zaïre après l'ère mobutiste ?*
- 3) *La restructuration de l'armée.*
- 4) *Quels sentiments et quelle dynamique internes prévalent aujourd'hui au Kivu, Shaba, Kasai et Bas-Zaïre ?*

- 5) *Un référendum ainsi que des élections nationales en 1997 peuvent-ils revitaliser la transition moribonde au Zaïre ?*
- 6) *Quel est l'impact des pays voisins dans la crise interne au Zaïre ?*

D'aucuns se demandent aujourd'hui la teneur exacte des accords signés par Kabila et ses pairs de l'AFDL auprès des Etats qui ont soutenu et participé activement à la guerre. Ce malgré la présence d'officiers et de soldats étrangers principalement Tutsis à la tête de l'armée nationale bien au-delà de la période de guerre; les accords conclus par le Congo avec le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, autorisant les armées de ces derniers à opérer impunément et sans contrôle dans le Kivu; l'occupation de fait de l'île congolaise d'Idjwi qui dépend désormais de la préfecture rwandaise de Kibuye...

Des interrogations, alors que tout dans les faits montre que l'occupation du Kivu par le Rwanda est déjà en cours d'accomplissement. Et dernière preuve s'il en est, la création, au Nord Kivu, par les autorités congolaises de la fameuse "zone tampon" le long de la frontière rwandaise, mesure qui a entraîné le déplacement de 30.000 personnes, dans une région où 80 % de la population a été obligée de se déplacer au cours des quatre dernières années! (*Le Soir* du 3 juillet 1998).

Dans ce contexte, même avec la plus bonne foi, on admettra que les déclarations du président Kabila ne sont que des discours creux à but anesthésique. Ses assurances sur l'intégrité du territoire restent des vœux. Ce, d'autant plus que l'on voit mal l'armée congolaise faire face, dans son état actuel, aux armées qui précisément assurent la formation de ses troupes, c'est-à-dire les armées rwandaise, burundaise et ougandaise...

Les maladresses politiques et diplomatiques de tout genre commises par le pouvoir actuel provoquent un désenchantement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ce désenchantement fragilise davantage le régime de Kabila dont les similitudes avec le précédent, notamment en matière de gestion et de respect des droits de l'homme, sont très frappantes. Une telle fragilité conjuguée à la persistance des tensions ethniques au Kivu, au Rwanda et au Burundi font du président **Kabila un simple verrou** qu'il suffirait de faire sauter pour que l'implosion du Congo et la mise en route du rattachement du Kivu au Rwanda deviennent effectives.

Nul ne peut prévoir la violence et les atrocités qu'un tel projet pourrait provoquer. Mais une chose est sûre - et SIMA-KIVU en appelle à la responsabilité de chacun - : dans l'esprit des Congolais, **le Kivu restera congolais ou le Congo ne sera plus.**

Fait à Louvain- La- Neuve, 15 juillet 1998.

Pour l'ASBL SIMA-KIVU

PASCAL MAMBOLEO
BUGAGWA ASSUMANI